
COMMUNIQUÉ



Nous avons appris que Gisberta, immigrante brésilienne, transsexuelle, a été retrouvée morte le 22 Février 2006 dans un bâtiment inachevé de la ville de Porto (Portugal) et que le crime a été avoué par un groupe de 14 garçons mineurs de 10 à 16 ans, la plupart d'entre eux faisant partie d'une institution d'accueil pour mineurs.

Nous savons que la victime assassinée était fréquemment persécutée par les garçons et faisait l'objet d'insultes et d'agressions. Selon les aveux, le 19 février, un groupe de ces garçons est entré dans l'édifice où Gisberta passait les nuits, l'a ligotée et l'a agressée avec une extrême violence à coup de pieds, de bâton et de pierres. Le groupe de jeunes a aussi introduit des batons dans l'anus de Gisberta, dont le corps présentait des blessures importantes dans cette partie, l'a brûlée avec des cigarettes et l'a ensuite abandonnée dans ce bâtiment.

Les 20 et 21 février, ils sont revenus sur les lieux et se sont de nouveau livrés à des agressions sur Gisberta. Le matin du 21 au 22 février, ils ont finalement jeté le corps de Gisberta dans un puits afin de tenter de masquer leur crime. L'autopsie déterminera si à ce moment la victime était encore vivante ou non, bien que le corps ne flottait pas, mais gisait au fond de l'eau du puits, ce qui semble indiquer qu'elle serait morte par noyade.

Ces événements tragiques ont été largement commentés par les médias portugais les 23 et 24 février, mais de façon erronée et tendancieuse. Alors qu'une partie de la presse nationale parlait de l'assassinat d'un "travesti", une autre grande partie faisait référence seulement à la condition de "sans-abri" ou de "sans-abri, prostituée, toxicodépendante" de Gisberta, nommée aussi par une partie de la presse sous son nom masculin.

Avant même que soient connus les détails sur le crime ou sur l'identité et les caractéristiques personnelles de la victime, beaucoup de journaux se firent l'écho d'articles de commentateurs bien connus pour leur opposition aux droits LGBT au Portugal, prétendant que le crime ne pouvait être classifié comme un "crime de haine" et qu'il ne serait pas légitime de considérer une relation entre la transexualité ou de Gisberta et les motifs de l'assassinat.

Nous savons aussi que dans le même temps, les communiqués émis par les associations LGBT, notamment Panteras Rosa et l'association trans portugaise (AT.), ont été ignorés et continuent de l'être par les médias, précisant la "transexualité" et l'identité de la victime et exigeant des mesures légales et sociales de combat contre les discriminations et de protection contre les crimes de haine en fonction de l'identité de genre, de l'orientation sexuelle, de la condition sociale, maladie ou nationalité d'origine, bien qu'ait été brièvement mentionnée une veillée de solidarité avec Gisberta avec l'appui des associations LGBT qui a eu lieu durant la nuit du 24 février. Mais, une fois de plus, les médias ont omis de mentionner l'argumentation des associations demandant que ne soit pas cachée la transexualité de la

Trans-Acti♀n

victime ainsi que le fait que la discrimination transphobe puisse être une de motifs probables du crime.

Evitant de parler de "crime de haine", et à l'exception de quelques politiques qui se sont exprimés en leur nom propre, aucun parti politique portugais n'a pris position sur ce crime, ou ne l'a condamné publiquement.

De la part du gouvernement, la seule réaction jusqu'à maintenant vient du ministre responsable des institutions de mineurs qui s'est limité à se déclarer choqué, sans autre commentaire, et à demander une enquête sur l'institution qui accueillait les agresseurs. Ceux-ci, à l'exception d'un garçon âgé de seize ans et par conséquent criminellement responsable et incarcéré en prison préventive, ont été rendus à l'institution en régime de semi-liberté et sans que soit connue aucune autre mesure prise à l'encontre des agresseurs.

Nous nous étonnons de même que les médias et les commentateurs se soient concentrés le "choc" du crime, sur l'âge des agresseurs mais pas sur crime en lui-même: l'assassinat d'une citoyenne.

Ceux-ci se sont en outre fait l'écho des insinuations du prêtre responsable de l'institution de mineurs, qui a affirmé publiquement qu'un garçon de l'institution était "molesté" par un pédophile, ce qui pourrait constituer une "circonstance atténuante". Ce faisant, les médias ont cautionné un amalgame choquant et inacceptable.

Face à un terrible assassinat qui apparaît très probablement comme un crime de haine à caractère transphobe, face à l'omission tendancieuse du caractère transphobe de celui-ci, face à une apparente tentative des médias et de la classe politique de déculpabiliser le crime lui-même, d'omettre la composante "haine" dans la mort d'une personne qui accumulait autant d'exclusions sociales, face à la tentative de culpabilisation de la victime, et de l'étouffement public de cette affaire, nous tenons par la présente à exprimer:

- Notre totale solidarité avec la victime et avec les activistes portugais qui essaient de clarifier les faits, d'honorer la mémoire de Gisberta et d'exiger des mesures de prévention et de combat contre les discriminations, sans exclure la législation de protections contre les crimes transphobes, lesbophobes, homo- ou bi-phobes
- Notre exigence du respect des positions défendues par ces mêmes activistes, et de la mise en place des mesures qu'ils sont amenés à défendre comme urgentes
- Notre entière incompréhension face au comportement des responsables politiques et des médias portugais vis-à-vis de ce tragique événement, vis-à-vis de la manipulation des faits et de l'absence de réponses adéquates à la gravité de la situation décrite. Une situation de mépris des Droits de l'Homme élémentaires, que nous ne pouvons que qualifier d'inadmissible dans un pays de l'Union Européenne en plein XXIème siècle.

Trans-Action

<http://www.trans-action.org>

Membre du Transgender European Network

<http://tgeu.net>